



MICHEL SAPIN
MINISTRE DES FINANCES ET DES COMPTES PUBLICS

VII^{EME} FORUM ECONOMIQUE INTERNATIONAL AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES

**Intervention de Michel SAPIN,
ministre des Finances et des Comptes publics**

Bercy

Vendredi 5 juin 2015

Contact presse :

Cabinet de Michel SAPIN

01 53 18 41 13



Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président de la Banque Interaméricaine de Développement,
Monsieur le Secrétaire Général de l'OCDE,
Mesdames et Messieurs

Bienvenue à tous aujourd'hui à Paris et merci à vous d'avoir répondu présent.

Ce Forum est chaque année l'occasion de constater la force des liens historiques qui nous unissent, mais il est aussi révélateur de la qualité du partenariat qui existe entre Bercy, la Banque interaméricaine de Développement et l'OCDE. Relation ancienne là aussi, qui repose sur des engagements quotidiens, que ce soit avec l'OCDE ou au service de projets communs avec la BID, avec laquelle la France a toujours entretenu des liens privilégiés et qui joue un rôle décisif dans la région : grâce à ses conditions de prêt plus favorables, grâce aux bonnes pratiques qu'elle diffuse mais aussi et surtout grâce à l'appui qu'elle est capable d'apporter dans les moments difficiles.

Au total, la somme de tous ces liens fonde une vision partagée de l'avenir et c'est cette vision qui chaque année se nourrit de vos débats et de vos échanges **sur tous les grands enjeux économiques de l'Amérique Latine et des Caraïbes.**

Et des enjeux, il y en a dans la période que nous traversons :

Pensons par exemple aux suites de la crise de 2008. L'Amérique latine a démontré une grande capacité de résilience face à la crise économique mondiale de 2008 en faisant face de manière efficace aux effets de la crise économique et financière : faible dette publique, réserves de change élevées ; en bénéficiant de la hausse généralisée des prix des matières premières sur une décennie. Toutefois, la région connaît à présent un ralentissement économique notable.

En 2015, les perspectives de croissance du PIB de la région sont de seulement 1% : pour la première fois depuis 10 ans, la région croît à un rythme inférieur à celui de la moyenne OCDE. Ces prévisions moins optimistes reflètent notamment la décélération de l'activité mondiale et une baisse de l'investissement.



Bien sûr, **la chute des prix des matières premières pèsera aussi sur la croissance de certains pays de la région en 2015**. L'activité économique en Amérique du sud demeurera moins dynamique en 2015 que par le passé, et ce, principalement en raison de la baisse des prix sur les produits de première nécessité au niveau mondial. Après avoir affiché un taux de croissance annuel d'environ 10% pendant de nombreuses années, l'économie chinoise accuse en effet une baisse de la demande du volume des matières premières, pesant à leur tour sur les taux de croissance des pays exportateurs de la région. L'Amérique centrale, Haïti et les Caraïbes hispanophones affichent de meilleurs chiffres avec une projection de croissance à 4 %.

Comment **faire face à cet environnement dégradé ? Ce passe sans doute par l'élaboration de meilleures stratégies pour une croissance renouvelée, plus soutenue, plus équilibrée mais aussi plus verte**. Les réformes structurelles doivent avoir pour objectif d'accroître la productivité, de résorber les inégalités, d'améliorer le bien-être, de protéger l'environnement et de contribuer à restaurer la confiance des populations dans les politiques menées.

La France souhaite évidemment accompagner le développement économique de cette grande région à fort potentiel.

Son potentiel économique est considérable : potentiel de richesses naturelles, minières ou pétrolières qui figure parmi les plus importants au monde ; le continent est le premier producteur de sucre, café, soja, orange, viande bovine et porcine. De plus, il s'agit d'une région de 600 millions d'habitants, une population au sein de laquelle la pauvreté recule et la part des classes moyennes croît régulièrement.

L'économie latino-américaine s'est engagée sur la voie des réformes et les politiques contra-cycliques portent leurs fruits : vous avez pu exploiter les marges de manœuvres budgétaires que vous aviez construites dans le passé et vos banques centrales, pour une bonne partie d'entre vous, ont pu baisser leurs taux sans que l'inflation ne s'envole. Des réformes sont néanmoins attendues pour répondre au retard accumulé de croissance de productivité dans la région, et établir une croissance stable, durable et inclusive, à même d'éradiquer la pauvreté.

Le secteur privé doit y prendre toute sa part : ce sont les entreprises qui vont porter les compétences et les savoir-faire pour la transition énergétique et l'ensemble des grands chantiers de soutien à la croissance potentielle. C'est la clef du développement structurel dans la région



Amérique latine, en particulier pour ce qui s'agit des grandes infrastructures, et c'est le domaine où la contribution des entreprises françaises fait ses preuves dans le monde entier.

Pour y contribuer, la France mobilise tous ses instruments financiers, en particulier sa politique d'assurance-crédit : celle-ci a été assouplie pour l'Amérique Latine en 2015 par la levée des restrictions imposées pour la couverture des exportations à destination de la Bolivie et de la République Dominicaine (pays désormais ouverts sans condition) et l'assouplissement des restrictions imposées pour la couverture des exportations à destination de l'Equateur.

C'est le sens également de l'action de l'Agence Française de Développement en Amérique latine, qui est en expansion avec, en 2014, 17% de ses opérations extérieures qui ont été réalisées en Amérique latine et dans les Caraïbes (890 MEUR en 2014). L'agence prévoit d'ailleurs une croissance de 10% de son activité dans la zone pour cette année ! Dans cette région, l'AFD s'attache à promouvoir un modèle de croissance verte et solidaire, c'est-à-dire un modèle de croissance plus sobre en ressources naturelles, moins émetteur de gaz à effet de serre et plus équitable. C'est la raison pour laquelle par exemple plus de deux tiers des projets financés par l'AFD dans la zone doivent avoir un co-bénéfice en termes climatiques.

Ce modèle de croissance que nous cherchons à encourager repose aussi sur une idée fondamentale pour notre époque et notre civilisation : celle « d'un mieux vivre en ville », thématique sur laquelle l'AFD est fortement mobilisée dans la zone, comme l'illustre le financement d'appui à la gestion de déchets municipaux au Brésil ou encore d'une ligne de crédit ouverte à la Corporation andine de développement pour des projets villes et climat.

Dire cela, c'est déjà parler des **enjeux environnementaux et climatiques qui marqueront 2015.**

Nous avons cette année une **responsabilité collective** pour parvenir à un accord ambitieux à la 21^e Conférence des parties pour le climat à Paris, et avant cela à Addis-Abeba puis à New York autour des nouveaux Objectifs du Développement Durable et de leur financement. La France est, vous le savez, pleinement investie dans ces discussions : l'importance des enjeux, les risques dramatiques auxquels nous faisons face en cas d'échec nous imposent de réussir.



Nous ne relèverons ce défi que si l'ensemble des parties s'impliquent elles-mêmes à la hauteur de ces enjeux. Les gouvernements latino-américains et des Caraïbes ont ici un rôle clé à jouer, car cette région fait face à des défis immenses à la fois pour réussir un développement bas-carbone indispensable, et pour s'adapter aux conséquences néfastes du changement climatique ; et je salue la très grande implication du gouvernement péruvien, président actuel de la COP, et de mon collègue Arturo SEGURA VASI sur les enjeux relatifs au financement, qui concentrent mon attention.

Au-delà des gouvernements, dont le rôle est bien évidemment central, qu'il s'agisse des pays en développement ou des pays industrialisés, tous les grands acteurs financiers et économiques doivent être mobilisés.

Les **acteurs privés** notamment doivent là encore être au premier plan : rien ne sera possible sans une redirection massive et urgente des flux d'investissements vers l'économie bas-carbone et résiliente, et ceci implique l'ensemble de la chaîne, depuis les régulateurs jusqu'aux entreprises, en passant par les investisseurs et les banques.

Enfin, les **grands bailleurs publics** ont également un rôle majeur de soutien aux pays en développement, et plus largement d'entraînement et de démonstration vis-à-vis de la sphère économique. Les Banques multilatérales de développement en particulier doivent montrer la voie, montrer qu'il est possible et souhaitable d'accroître le financement du développement durable, développer les outils et les incitations appropriées, mettre en œuvre des actions concrètes à l'échelle requise. Nous ne pouvons plus nous permettre le « business as usual » ; et j'appelle chacune de ces institutions à devenir un champion de la lutte contre le changement climatique et pour l'adaptation, et à être pour ce faire à la fois rigoureuse et audacieuse, imaginative, en un mot d'élever ses ambitions pour favoriser une croissance à la fois plus soutenue, plus durable et décarbonée dans les pays en développement.

Vous connaissez notre détermination à obtenir un accord ambitieux à Paris. C'est le vœu que je forme pour cette année 2015. C'est un enjeu considérable pour notre avenir commun et c'est une chance que l'Amérique latine, la France et des institutions comme la BID ou l'OCDE puissent y contribuer ensemble.

Merci donc à vous, merci à tous les participants : je vous souhaite un excellent forum à tous !